

De: Service d'information de Washington [USINFO-ACTUALITES@STATELISTS.STATE.GOV] de la part de America.govCompList@STATE.GOV
Envoyé: 18 juin 2009 21:12
À: USINFO-ACTUALITES@STATELISTS.STATE.GOV
Objet: [USINFO-ACTUALITES] Lacommunauté internationale unie contre les pirates

La communauté internationale unie contre les pirates

(Les propos d'un responsable du département d'État) (785)

Par Lauren Caldwell
Rédactrice

Washington - La piraterie qui sévit au large des côtes somaliennes a des répercussions dans le monde entier parce qu'elle nuit au commerce, ralentit le développement régional et empêche l'aide humanitaire d'atteindre les pays les plus pauvres de l'Afrique de l'Est. C'est ce qu'a déclaré Donna Hopkins, responsable au sein du département d'État des programmes relatifs à la piraterie, lors d'une discussion en ligne organisée le 26 mai par America.gov.

« La piraterie entraîne également l'augmentation des taux d'assurance, accroissant ainsi les prix des marchandises expédiées par cette région. Nous payons donc tous le prix de la piraterie. » Elle a ajouté que les pirates somaliens détenaient près de 200 otages, dont ils se servent pour extorquer des rançons des compagnies d'armateurs désireuses de récupérer leur cargaison, leur navire et leur équipage. Près de 30 millions de dollars de rançons ont ainsi été versés aux pirates en 2008, et le nombre d'actes de piraterie a doublé au cours de l'année passée.

« La piraterie est un moyen de gagner rapidement de l'argent pour les jeunes Somaliens qui ont peu d'autres perspectives de gagner aussi bien leur vie », a dit Mme Hopkins. « Malheureusement, tant pour ces jeunes hommes que pour leurs victimes, la piraterie est un crime grave qui sape les chances de leur pays de se remettre de la guerre civile et de bâtir un avenir durable. Les investisseurs étrangers ne risquent pas de s'aventurer dans un pays où des bandes de criminels menaceraient leurs investissements. La piraterie relève du crime organisé, ce qui rend la Somalie moins attirante pour les investissements qui, pourtant, permettraient de créer des emplois. »

Elle a ensuite donné le détail des mesures que la communauté internationale a mises en œuvre pour lutter contre la piraterie : déploiement de navires de guerre pour empêcher les attaques de pirates ; assistance aux navires commerciaux pour les aider à se protéger des attaques ; adoption de procédures juridiques pour traduire les pirates en justice ; appui au gouvernement somalien pour l'aider à se doter de sa propre capacité de contrôle de son territoire et à instaurer la sécurité pour ses citoyens ; et dissuasion de toute concession aux pirates.

Le Groupe international de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes a été créé en janvier dernier pour se concentrer sur ce fléau dans le golfe d'Aden et le bassin somalien. Il sert de forum informel permettant aux gouvernements concernés d'échanger des informations sur leurs politiques et leurs programmes, a précisé Mme Hopkins.

Les pays et les organisations participants sont encouragés à contribuer à un fonds fiduciaire international, approuvé par le Groupe le 29 mai. Les sommes ainsi recueillies serviront à financer le jugement des individus soupçonnés de piraterie et d'autres mesures de lutte contre ce problème. Des tribunaux kényans sont actuellement en train de juger certains Somaliens accusés de piraterie.

« Le gouvernement du Kenya est en train de se montrer à la hauteur de la tâche en acceptant de juger dans ses tribunaux des individus soupçonnés de piraterie. Plusieurs pays, et dernièrement l'Union européenne, fournissent des appuis et une assistance au Kenya afin de l'aider à se doter de capacités supplémentaires pour traduire les pirates en justice. »

En avril dernier, des SEALS de la marine des États-Unis ont sauvé Richard Phillips, le capitaine d'un navire commercial, qui était retenu en otage par des pirates somaliens. Après cette opération, le président Obama a déclaré : « Je tiens à signaler très clairement que nous sommes résolus à stopper la montée de la piraterie dans cette région. Et pour atteindre ce but, nous allons devoir continuer de coopérer avec nos partenaires afin de prévenir de futures attaques. »

Le chef du bureau des affaires politico-militaires du département d'État, M. Stephen Mull, a déclaré, le 30 avril, devant la commission sénatoriale des affaires étrangères, que les efforts internationaux déployés pour endiguer la piraterie commençaient à avoir de l'effet.

« Les interventions de patrouilles navales se multiplient, et les forces internationales sont intervenues pour stopper des dizaines de tentatives d'abordages de pirates au cours des neuf derniers mois. Nous avons en outre constaté une augmentation significative du nombre de pays prêts à engager des ressources dans cet effort », a affirmé M. Mull, tout en reconnaissant qu'il restait des obstacles politiques et juridiques à surmonter.

Durant la discussion en ligne, Mme Hopkins a déclaré que les Somaliens devaient trouver des solutions de rechange à la piraterie et créer des institutions de lutte contre les activités criminelles.

« Il est très important d'aider la Somalie à se stabiliser et à se reconstruire, et c'est ce que tentent de faire de nombreux pays et organisations. Il faudra du temps, beaucoup d'argent et, au bout du compte, seuls les Somaliens seront capables de stabiliser et reconstruire leur pays. »

(Les articles du «America.Gov» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet : <http://www.america.gov/fr/>)

L'édition AFRIQUE du Washington File est diffusée par les Programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis. Pour plus de détails, allez à <http://www.america.gov/fr>

(Pour toute aide relative à votre abonnement, envoyez le mot HELP dans un message adressé à LISTSERV@STATELISTS.STATE.GOV)